

Asie du Sud-Est

Développement des capacités en appui au développement durable de la région pour une croissance partagée avec le Japon

Stratégies clés de l'aide

« Croissance de qualité » et atténuation des inégalités, promotion de la consolidation de la paix et partage des valeurs universelles, renforcement des engagements opérationnels sur les problèmes mondiaux et le programme d'aide internationale, extension et renforcement des partenariats stratégiques, soutien au rôle actif et à l'autonomisation des femmes dans les pays en développement

L'Asie du Sud-Est, avec une population estimée de 630 millions d'habitants, fait l'objet d'attentes de plus en plus grandes en tant que centre de la croissance économique mondiale.

La JICA voit l'Asie du Sud-Est comme une communauté et une région dont la croissance va de pair avec celle du Japon, et elle assure une coopération centrée sur le développement des capacités régionales pour répondre aux transformations socioéconomiques de grande ampleur et à la diversité des besoins de développement, et ce conformément à la Charte de

la coopération au développement de février 2015.

La JICA apporte une aide au développement des infrastructures matérielles et immatérielles et à la réduction des écarts de développement dans la région de l'Asie du Sud-Est et au niveau national, afin que les pays puissent parvenir à une croissance économique durable. L'Agence assure également une coopération dans divers domaines tels que la réduction du risque de catastrophe, la sécurité maritime, l'État de droit, la santé, l'autonomisation des femmes et la consolidation de la paix en utilisant le savoir, la technologie et l'expérience du Japon.

● « Croissance de qualité » et atténuation des inégalités

L'ANASE, qui comprend 10 des 11 pays qui forment l'Asie du Sud-Est (à l'exclusion du Timor-Est) est en voie d'établir la communauté de l'ANASE d'ici la fin 2015. Afin que les pays de l'ANASE puissent se développer et former la communauté de l'ANASE, il sera nécessaire de renforcer la « connectivité » au sein de l'ANASE, entre l'ANASE et le Japon, et entre l'ANASE et le monde, aussi bien d'un point de vue matériel qu'institutionnel.

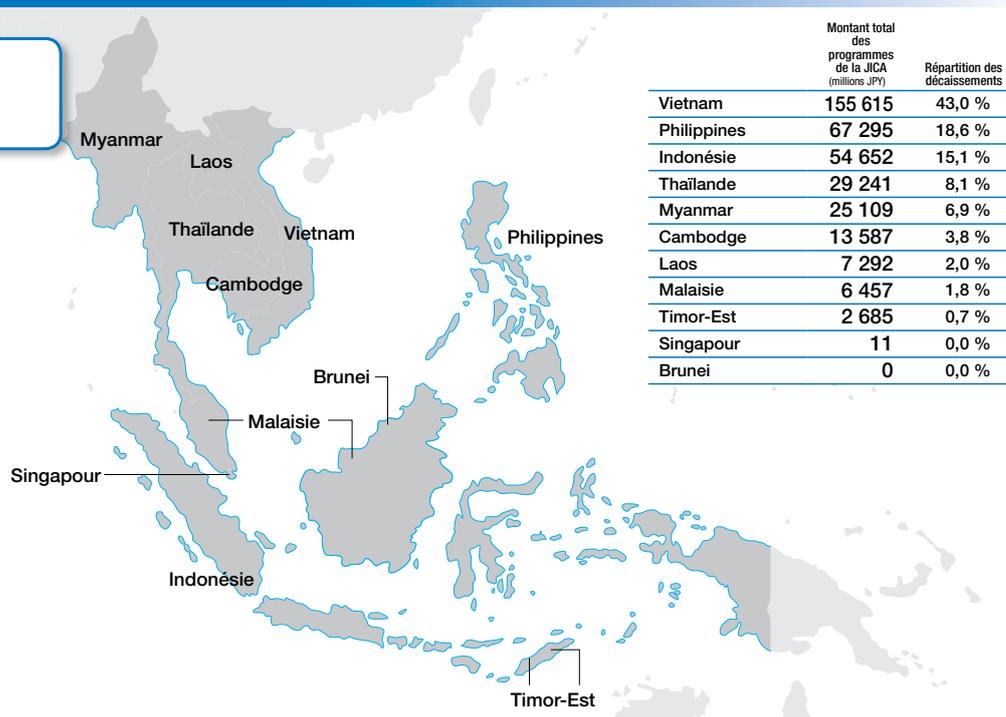
Dans la perspective de la communauté de l'ANASE, les pays fondateurs (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) devront parvenir au niveau de sophistication du

commerce, des investissements et de la logistique. Il est nécessaire pour ces pays d'encourager les industries à forte valeur ajoutée afin de soutenir la croissance et d'éviter le piège du revenu moyen¹. Les nouveaux pays membres de l'ANASE (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam) ont récemment bénéficié d'une forte croissance économique avec l'évolution du réseau de la communauté économique de l'ANASE. Afin d'améliorer le niveau de vie de leur population et de réduire les écarts de développement avec les membres fondateurs, ils doivent maintenir la croissance actuelle

¹ Situation dans laquelle un pays qui a surmonté la pauvreté et atteint un niveau de revenu intermédiaire perd sa compétitivité à cause, entre autres raisons, de la hausse des salaires.

Programmes de la JICA en Asie du Sud-Est (exercice 2014)

Asie du Sud-Est
Total : **361 946**
(Unité : millions JPY)



Les chiffres correspondent à la répartition par pays du montant total de l'aide de la JICA au titre de la coopération technique (formation de participants étrangers, experts, missions d'étude, fourniture d'équipements, JOCV et autres volontaires, autres dépenses), prêts (décaissements), et dons (nouveaux accords de dons) durant l'exercice 2014.

Note : Les chiffres ne prennent pas en compte la coopération couvrant plusieurs pays et/ou régions, ou pour des organisations internationales.

Note : L'aide de la JICA au Brunei, d'un montant de 384 000 JPY, est arrondie au million de yens le plus proche.

en tirant parti de la connectivité au sein de la région.

La JICA, avec les ministères et agences gouvernementales japonaises, ainsi qu'avec les organisations du secteur privé, participe à un groupe de travail public-privé pour soutenir la connectivité de l'ANASE dans le but de parvenir à une croissance de qualité associant inclusion, durabilité et résilience dans la région. Parallèlement à sa participation à divers schémas directeurs et politiques dans des secteurs liés à la connectivité dès le stade de la formulation, à travers des dialogues avec les membres de l'ANASE, la JICA soutient les projets de développement d'infrastructures individuelles, l'amélioration des aspects institutionnels du climat de l'investissement et le développement de systèmes juridiques. La JICA déploie également une aide dans des secteurs tels que l'éducation de base, la santé, l'agriculture et l'approvisionnement en eau, pour les nouveaux pays membres de l'ANASE, afin de réduire les écarts de développement aux plans régional et national, et elle encourage la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Au Timor-Est, la JICA assure une coopération pour la formulation de plans d'urbanisme complets, couvrant de multiples secteurs, comme les transports et l'approvisionnement en eau, incontournables pour assurer une croissance économique durable.

Mais la demande en matière d'infrastructures en Asie du Sud-Est est gigantesque, c'est pourquoi elle nécessite non seulement des fonds publics mais aussi la mise en place de partenariats public-privé (PPP) et la mobilisation d'autres ressources du secteur privé. En plus de soutenir l'établissement d'institutions nécessaires à la promotion des projets en PPP et le financement du développement par le secteur privé, la JICA apporte une aide pour le développement des activités à l'étranger et la promotion des investissements étrangers auprès des entreprises privées japonaises, notamment les petites et moyennes entreprises, et elle s'efforce d'effectuer les améliorations institutionnelles aptes à stimuler les résultats des projets.

● **Promotion de la consolidation de la paix et partage des valeurs universelles**

Les projets de la JICA sur la sécurité humaine en Asie du Sud-Est se concentrent sur les minorités ethniques, les personnes âgées, le trafic d'êtres humains et d'autres problèmes similaires. Concrètement, la JICA soutient les minorités ethniques au Myanmar ; le développement des capacités des organes administratifs à Mindanao, aux Philippines, où un accord de paix a été atteint ; la formulation de politiques pour les soins infirmiers aux personnes âgées nécessitant des soins de longue durée et autres en Thaïlande [→ voir l'étude de cas page 84] ; et les mesures de contrôle aux frontières au Vietnam pour lutter contre le trafic d'êtres humains. La JICA déploie également une coopération sur le problème régional du renforcement des capacités des gardes-côtes maritimes et de la santé mondiale.

● **Renforcement des engagements opérationnels sur les problèmes mondiaux et le programme d'aide internationale**

L'Asie du Sud-Est est régulièrement frappée par des catastrophes naturelles. Les mesures visant à réduire l'impact des problèmes mondiaux, et particulièrement les catastrophes, sont donc cruciales non seulement dans une perspective de sécurité sociale, mais aussi pour maintenir une croissance économique durable. Pour contribuer à l'édification d'une société résiliente face aux catastrophes conformément à l'« initiative de coopération de Sendai pour la réduction du risque de catastrophe », annoncée par le premier ministre Shinzo Abe lors de la troisième conférence des

Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe de mars 2015, la JICA apporte une aide humanitaire dès l'arrivée d'une catastrophe et un soutien durant les phases de rétablissement et de reconstruction et, pour la prévention et les mesures précédant les catastrophes, la JICA travaille sur l'évaluation des risques associés aux catastrophes naturelles, l'élaboration de plans de préparation et de réponse, et l'établissement de systèmes d'alerte précoce utilisant les connaissances et expériences japonaises [→ voir l'étude de cas page 91].

● **Extension et renforcement des partenariats stratégiques**

En encourageant la collaboration avec la société civile, les gouvernements locaux, les acteurs privés, les universités et d'autres partenaires, la JICA apporte son aide en mobilisant les technologies et les expériences japonaises en tant que pays confronté à des défis similaires, comme le vieillissement de la population, dans un passé récent. Le nombre de partenaires s'accroît avec la multiplication des projets à candidature ouverte, et la JICA promeut la mise en œuvre de projets de qualité tout en renforçant la structure de mise en œuvre.

La Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BAsD) et d'autres donateurs assurent également une coopération dans la région, il est donc nécessaire de poursuivre les échanges et la collaboration avec ces donateurs à travers des réunions régulières, et ce également pour suivre l'établissement de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) et les évolutions de l'ANASE qui en découlent.

● **Soutien au rôle actif et à l'autonomisation des femmes dans les pays en développement**

Lors de l'exercice 2014, la JICA a co-organisé le séminaire Japon-États-Unis sur l'entrepreneuriat féminin au Cambodge dans le but de promouvoir l'autonomisation des femmes dans la région. La JICA apporte aussi une aide pour la formation d'officiers de police femmes en Indonésie, et pour l'entrepreneuriat des femmes en appui au développement industriel aux Philippines. La JICA prévoit en outre de mettre en œuvre des projets intégrant une perspective de genre dans tous les secteurs et problèmes sur lesquels elle travaille.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

● **Indonésie**

Bien que le taux de croissance du PIB réel de l'Indonésie ait légèrement diminué à 5,02 % en 2014, grâce à une population jeune de 250 millions d'habitants, la croissance devrait rester forte à moyen terme, avec un RNB par habitant de 3 650 USD en 2014. Pour maintenir une croissance économique stable en Indonésie, il est nécessaire d'améliorer le climat de l'investissement et de réduire les disparités régionales en promouvant le développement d'infrastructures en appui aux activités économiques ainsi que le développement de ressources humaines possédant des compétences et des connaissances avancées.

La JICA soutient également le développement des infrastructures en faisant appel aux connaissances et au savoir-faire du secteur privé. Le premier projet de métro du pays, à Jakarta, qui vise à réduire les embouteillages dans la zone métropolitaine, et le développement de l'énergie géothermique, domaine où le Japon dispose d'avantages technologiques considérables, en sont des exemples concrets.

L'Indonésie souffre également régulièrement de catastrophes naturelles et, en se basant sur l'expérience du Japon qui subit les



Un exercice de gestion des catastrophes dans la province de Sulawesi du Nord, en Indonésie. La JICA soutient le renforcement des capacités de gestion des catastrophes des agences régionales de gestion des catastrophes.

mêmes problèmes, la JICA apporte une aide pour la réduction du risque de catastrophe et les mesures de lutte contre le changement climatique en renforçant la connectivité régionale, en encourageant le développement régional, en réduisant les disparités régionales, et en renforçant le système de sécurité sociale.

Arrivée au pouvoir en octobre 2014, l'administration Joko Widodo a fait du développement des infrastructures et des zones maritimes une question centrale, et la JICA alignera sa coopération sur les priorités de développement du nouveau gouvernement à travers un dialogue sur les politiques.

● Philippines

En 2014, l'économie philippine a poursuivi sa croissance stable avec une augmentation du PIB de 6,1 % (avec un RNB par habitant de 3 440 USD en 2014). Les Philippines doivent cependant faire face à un certain nombre de défis pour se développer de manière durable, notamment le

manque d'investissements dans les infrastructures, la fréquence des catastrophes naturelles et l'instabilité de la situation sécuritaire.

La coopération de la JICA aux Philippines se concentre sur les domaines prioritaires suivants : (1) parvenir à une croissance économique durable par la promotion des investissements ; (2) surmonter les vulnérabilités du pays ; et (3) établir la paix dans les zones touchées par un conflit à Mindanao.

En plus d'un soutien technique au renforcement des capacités destinées à promouvoir les investissements dans les infrastructures par des partenariats public-privé (PPP), la JICA a fourni une aide pour la formulation de la « feuille de route pour un développement durable » à Metro Cebu, la deuxième zone métropolitaine des Philippines, en collaboration avec la ville de Yokohama. Lors de la troisième conférence des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe, la JICA et la Banque mondiale ont co-organisé un forum public sur la réduction et la gestion du risque de catastrophe pour améliorer la résilience ainsi que sur le rôle des investissements pour créer une société résiliente conformément au concept « Reconstruire mieux ». La JICA a également agi pour la paix et la stabilité, notamment en organisant, en juin 2014 à Hiroshima, un séminaire sur la consolidation de la paix à Mindanao, en apportant une aide au développement de systèmes pour l'établissement d'un nouveau gouvernement autonome et en soutenant le développement régional à moyen et long terme.

● Thaïlande

Avec un RNB par habitant de 5 410 USD en 2014, la Thaïlande a rejoint les rangs des pays à revenu intermédiaire supérieur. Cependant, de nombreux problèmes restent à résoudre pour atteindre un développement économique et social durable : améliorer la compétitivité des industries ; faire face au vieillissement démographique ; et lutter contre les problèmes

Étude de cas Philippines : Projet de développement environnemental

Une entreprise japonaise remporte un appel d'offres basé sur l'évaluation du coût du cycle de vie pour le développement d'une usine de traitement des eaux usées

En janvier 2015, une entreprise japonaise s'est vu attribuer un projet de développement d'une usine de traitement des eaux usées à Manille, montrant ainsi l'expertise japonaise en matière de technologies de maintenance et de gestion ainsi que de coût du cycle de vie (CCV). Dans le cadre de ce projet, Maynilad, l'entreprise chargée des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans la zone ouest du Grand Manille, construira une usine de traitement des eaux usées financée par le projet de développement environnemental.

Mise en valeur de l'expertise technique japonaise

Aux Philippines, l'impact de la croissance démographique et des activités économiques sur l'environnement naturel suscite de vives inquié-

tudes, en particulier dans le Grand Manille. Mais les investissements en capitaux dans l'amélioration de l'environnement tendent à ne pas être rentables, d'où une certaine réticence des institutions financières du secteur privé à accorder des prêts à moyen et long terme dans ce domaine. De ce fait, en septembre 2008, la JICA a signé un accord de prêt d'APD avec la Banque de développement des Philippines (BDP) pour soutenir la protection de l'environnement aux Philippines et, à travers la BDP, la JICA finance des prêts à moyen et long terme pour des gouvernements locaux, des entreprises privées et d'autres organismes qui investissent dans le secteur environnemental.

L'urbanisation rapide du Grand Manille a aggravé les pénuries et la pollution de l'eau, entre autres problèmes. Le projet de développement d'une usine de traitement des eaux usées figure parmi les projets prévus par l'accord de prêt pour faire face à ces défis.

Maynilad a pour ambition de construire des installations de traitement des eaux usées rentables et de haute qualité et, lors de l'évaluation des offres pour le projet, l'entreprise a non seulement examiné les coûts initiaux, notamment de conception et de construction, mais aussi les CCV qui prennent en compte la maintenance et la gestion. JFE ENGINEERING Corporation s'est vue attribuer le contrat et a déclaré : « La compétitivité des coûts de maintenance et de gestion constitue la grande force de notre entreprise. Cela a été primordial pour montrer notre expertise et remporter l'appel d'offres ».

La JICA continuera de contribuer à l'amélioration de l'environnement aux Philippines par des prêts d'APD, et fournira une aide indirecte pour la mise en œuvre de projets mobilisant les avantages comparatifs du Japon et son expertise technique.



Dessin d'architecture de l'usine de traitement des eaux usées de Parañaque
Copyright © 2014 JFE ENGINEERING Corporation. Tous droits réservés.

environnementaux et le changement climatique. De plus, il existe d'autres problèmes communs à la région de l'ANASE tels que le renforcement de la connectivité et la réduction des écarts de développement.

Les activités de coopération de la JICA en Thaïlande portent sur trois domaines prioritaires. Le premier consiste à développer durablement l'économie et à faire face aux défis posés par une société parvenant à maturité. Dans ce domaine, la JICA poursuit sa coopération pour le développement d'un réseau ferroviaire de transport public afin de réduire les embouteillages à Bangkok. En décembre 2014, le pont Nonthaburi traversant le fleuve Chao Phraya a été inauguré. Au niveau de la sécurité alimentaire et de l'énergie, la JICA soutient les recherches conjointes des universités japonaises et thaïlandaises, et elle assure une coopération mobilisant l'expertise japonaise pour répondre aux enjeux liés aux personnes âgées et à la lutte contre la pollution environnementale [→ voir les études de cas pages 84 et 99].

Le deuxième domaine prioritaire consiste à répondre aux problèmes communs aux pays de l'ANASE, et la JICA apporte une aide au développement des ressources humaines concernant les systèmes douaniers ainsi qu'aux mesures de lutte contre le changement climatique. La promotion de la coopération envers les pays extérieurs à la région de l'ANASE forme le troisième domaine prioritaire. Sur ce front, la JICA reçoit des participants d'Afrique et d'autres régions en coopération avec les agences d'aide thaïlandaises. La Thaïlande prend une place de plus en plus importante en tant que base de l'aide au sein de la région de l'ANASE et en dehors.

● Cambodge

L'économie du Cambodge a atteint une croissance stable avec un PIB réel affichant une progression annuelle de près de 7 % depuis 2010,

et un RNB par habitant de 1 010 USD en 2014. Malgré la hausse des investissements étrangers, le Cambodge reste confronté à de nombreux défis dans les domaines énergétique et routier, fondamentaux pour l'industrie et la vie quotidienne de la population, ainsi que sur d'autres aspects du développement des infrastructures. De plus, bien que les taux de scolarisation ainsi que plusieurs indices sanitaires montrent des signes d'amélioration, le Cambodge accuse encore un retard par rapport aux autres pays membres de l'ANASE.

La JICA déploie une aide dans trois domaines prioritaires pour contribuer aux efforts de construction nationale du Cambodge : (1) consolider les bases économiques, (2) promouvoir le développement social et (3) renforcer la gouvernance.

À l'approche de l'entrée en vigueur de la communauté économique de l'ANASE, le Cambodge a atteint le stade où il peut intensifier son développement économique par la diversification et la mise à niveau de ses industries. En contribuant au développement du corridor économique sud reliant Ho-Chi-Minh-Ville, au Vietnam, et Bangkok, en Thaïlande, par la construction du pont de Tsubasa et l'amélioration des routes nationales n° 1 et n° 5, la JICA participe au renforcement de la connectivité au sein de la région du Mékong et à la croissance économique du Cambodge [→ voir l'étude de cas ci-dessous]. Phnom Penh, qui connaît une croissance rapide, la JICA apporte une aide pour un approvisionnement énergétique stable, la formulation d'un plan directeur pour les transports urbains et l'introduction à titre d'essai de bus dans le système de transport public. La JICA contribue également au développement stratégique et durable du Cambodge par le développement des ressources humaines dans divers secteurs.

Étude de cas

Cambodge : Projet de construction du pont Neak Loeung

Relier le Vietnam, le Cambodge et la Thaïlande par une seule route

En avril 2015, le pont Tsubasa qui traverse le fleuve Mékong a été ouvert à la circulation. Financée par des dons japonais, la construction du pont qui s'est étendue sur dix ans permettra d'éliminer le principal goulot d'étranglement du corridor économique sud.

Renforcement de la connectivité de l'ANASE

En cours de rénovation grâce à une coopération japonaise, la route nationale n°1 est non seulement le principal axe routier du Cambodge, mais aussi, en tant que tronçon du corridor économique sud reliant Ho-Chi-

Minh-Ville et Bangkok, une artère vitale pour toute la région du Mékong. Mais la route nationale n°1 était coupée à Neak Loeung et la traversée par ferry, impossible pendant la nuit. En période d'affluence, il fallait parfois attendre jusqu'à sept heures avant de pouvoir traverser.



Le pont Tsubasa vu de la rive est du fleuve Mékong. La grue utilisée pour la construction a été retirée juste avant l'inauguration. (Photographie mars 2015)

Le projet comprenait la construction du pont à longue portée Neak Loeung, permettant la traversée du Mékong par la route nationale n°1, et la construction des routes d'accès, soit 5 400 mètres de voies au total. L'ouverture du pont a permis la traversée du fleuve à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit et cela a en

retour fortement amélioré l'accès aux hôpitaux, aux écoles et aux lieux de travail des habitants des zones environnantes.

L'établissement de la communauté économique de l'ANASE à la fin de l'année 2015 devrait stimuler la circulation des personnes et des produits à travers les frontières, et la construction de ce pont revêt une signification particulière au regard du renforcement de la connectivité de l'ANASE. Parallèlement à la route nationale n°5, qui fait l'objet d'une rénovation grâce à une aide japonaise, la route nationale n°1 devrait devenir un tronçon essentiel du corridor économique sud reliant le Vietnam, le Cambodge et la Thaïlande, et soutenir la croissance économique de l'ensemble de la région du Mékong.

Le pont a été baptisé Tsubasa (Spien Tsubasa*) en raison de sa ressemblance avec deux oiseaux déployant leurs ailes. Le nouveau billet de 500 riels créé spécialement pour marquer l'événement représente le pont Tsubasa avec le pont Kizuna, terminé en 2001 avec l'aide du Japon, qui a été le premier pont à traverser le Mékong au Cambodge.

* « Spien » signifie « pont » en cambodgien et « tsubasa » signifie « ailes » en japonais.

● Laos

Le PIB du Laos a augmenté de manière stable à un taux annuel de 7 à 8 % alors que le pays est en voie de quitter les rangs des pays les moins avancés et d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), avec un RNB par habitant de 1 600 USD en 2014.

La JICA assure une coopération pour jeter les bases d'une croissance économique qui sera la force motrice du développement durable et autonome du pays et de la réalisation des OMD. En détail, la JICA concentre sa coopération sur les domaines prioritaires suivants : (1) développer les infrastructures économiques et sociales ; (2) développer l'agriculture et protéger les forêts ; (3) améliorer l'éducation de base ; (4) améliorer les services de santé. La JICA travaille également sur des problèmes intersectoriels tels que l'élimination des munitions non explosées et l'amélioration du système juridique.

Les opportunités d'investissement offertes par le Laos font depuis peu l'objet d'une attention accrue. Savannakhet est particulièrement attractive pour les entreprises japonaises car elle est située sur le corridor est-ouest reliant le Vietnam, le Laos et la Thaïlande. Jusqu'à présent, la coopération de la JICA portait sur l'amélioration du climat de l'investissement, notamment par le développement du corridor économique est-ouest avec des prêts d'APD et des dons. La JICA déploie également une coopération pour l'amélioration des transports publics, de l'approvisionnement en eau et de l'élimination des déchets afin de créer un meilleur environnement urbain dans la capitale, Vientiane, et les grandes villes régionales, centrales pour le développement socioéconomique du Laos.

● Myanmar

Depuis quatre ans, le Myanmar conduit un processus de réforme pour la démocratisation et la réconciliation nationale, lancé en 2011, et avec la tenue d'élections générales, 2015 est une année cruciale pour la nation. Pour soutenir les réformes entreprises par le gouvernement du Myanmar, la JICA déploie une aide axée sur trois domaines, conformément à la politique de coopération économique du gouvernement japonais.

Premièrement, l'aide vise l'amélioration du niveau de vie de la population du Myanmar. Pour parvenir à cet objectif, la JICA, en collaboration avec des ONG japonaises et des organisations internationales, apporte un soutien très étendu en faveur notamment des minorités ethniques, du développement des zones rurales, des populations pauvres, du développement agricole et de l'amélioration des soins de santé. Deuxièmement, l'aide se concentre sur le développement des systèmes et des institutions qui soutiennent l'économie et la société. Elle intègre l'aide aux réformes économiques sous forme de recommandations sur les politiques et le développement des capacités des décideurs dans les domaines de l'économie et de la finance ; l'aide au commerce, à l'investissement et à la croissance des PME ; ainsi que des mesures pour l'agriculture et le développement rural, et l'établissement de systèmes juridiques [➔ voir l'étude de cas ci-dessous]. La JICA fournit en outre des conseils sur la structure organisationnelle et une aide au développement des capacités liées à l'établissement d'un marché boursier au Myanmar en 2015. Le troisième volet de l'aide porte sur l'amélioration des infrastructures et des systèmes liés nécessaires à un développement économique durable. L'aide de la JICA pour le développement des infrastructures porte sur l'élaboration de schémas

Étude de cas

Myanmar : Projet de développement des capacités des secteurs juridiques, judiciaires, et connexes

Déploiement d'une aide pour le développement des capacités dans les organisations juridiques et judiciaires

Dans la perspective de l'intégration de l'ANASE en 2015, le Myanmar doit accélérer la réforme de ses systèmes juridiques. La JICA soutient le développement des capacités organisationnelles et des ressources humaines des secteurs juridiques, judiciaires et connexes, au Myanmar, afin que le pays puisse formuler et appliquer des lois adaptées aux besoins actuels.

Le développement urgent des lois économiques

Depuis la transition vers un gouvernement civil en mars 2011, le gouvernement du Myanmar accélère les réformes dans divers secteurs. L'établissement de l'État de droit par la réforme des secteurs juridique et judiciaire est central pour promouvoir ces réformes. De plus, la réforme des systèmes juridique et judiciaire pour promouvoir l'économie de marché et attirer des investissements étrangers est une priorité du gouvernement, en particulier à l'approche de l'établissement de la communauté économique de l'ANASE en 2015.

À travers cette coopération, la JICA apportera une aide pour l'amélioration des capacités d'examen de la législation du bureau du procureur général de l'Union et des capacités de rédaction des textes législatifs de la Cour suprême, tout en menant des activités pour formuler et réviser les lois sur l'économie et d'autres secteurs au Myanmar. Dans une perspective de moyen à long terme, la

JICA apportera une aide pour améliorer les bases du développement des ressources humaines pour les procureurs, les juges et autres représentants des deux organismes, ainsi que pour examiner la cohérence mutuelle des lois et règlements visés, et l'ordre de préséance des lois.

Trois experts japonais ont été dépêchés dans la capitale du Myanmar, Nay Pyi Daw, où ils discutent quotidiennement des problèmes avec les représentants des deux organismes.

Une aide basée sur les connaissances japonaises

Avec la tenue d'élections générales en novembre 2015, un grand nombre de lois sont adoptées ou modifiées, mais les progrès sont lents. En mars 2015, la JICA a organisé une formation au Japon pour présenter les procédures législatives du Japon et d'autres pays et, à travers des discussions avec des experts japonais, examiner les options les plus adaptées au Myanmar. La formation a

été extrêmement fructueuse et les participants ont été invités par d'autres organisations, ce qui leur a permis de discuter non seulement des procédures d'examen des projets de loi soumis au gouvernement, mais de tous les aspects des procédures législatives.

Les participants du bureau du procureur général de l'Union ont effectué une réunion de débriefing peu après être rentrés au Myanmar, et ils ont proposé de faire participer des experts et d'utiliser les commentaires publics lors des processus d'élaboration des lois dans les ministères et agences afin de rendre la procédure législative plus efficace. La réforme de la procédure législative commence à prendre forme.



Des experts de la JICA à long terme donnent un cours de droit pénal aux juges récemment nommés par la Cour suprême du Myanmar.

directeurs pour le développement du Grand Rangoun et des secteurs majeurs, les transports, notamment ferroviaires, les communications, l'approvisionnement en eau et l'électricité [→ voir l'étude de cas page 79].

● Vietnam

Le Vietnam continue d'afficher une croissance économique stable grâce à la transition vers une économie de marché et à la politique d'ouverture, baptisée « Doi Moi » (rénovation), avec un RNB par habitant de 1 890 USD en 2014 et un taux de croissance annuel du PIB réel de 5 à 6 % ces dernières années. Simultanément, l'abolition des douanes au sein de la région de l'ANASE pour 2015 a placé le renforcement de la compétitivité industrielle au centre des priorités. Il est également nécessaire de réduire les inégalités entre les zones rurales, qui représentent environ 70 % de la population, et les zones urbaines ; mais aussi d'améliorer l'environnement sanitaire urbain ; d'atténuer les risques de catastrophes naturelles et le changement climatique ; et de renforcer les services médicaux et le système de sécurité sociale.

La stratégie de développement national du Vietnam a pour ambition de parvenir à l'industrialisation du pays d'ici 2020 en accordant la priorité au développement des institutions, des ressources humaines et des infrastructures. À cet égard, la JICA assure une coopération centrée sur (1) la promotion de la croissance économique et le renforcement de la compétitivité internationale ; (2) la réponse à la fragilité et aux impacts négatifs du développement économique ; et (3) la bonne gouvernance. Concrètement, la JICA déploie une coopération couvrant un large éventail de domaines, notamment le développement des infrastructures, les réformes des entreprises d'État et du secteur bancaire, le renforcement de l'enseignement universitaire et de la formation professionnelle, l'amélioration de l'environnement urbain, les mesures de lutte contre le changement climatique, la promotion d'une agriculture à forte valeur ajoutée, le développement de systèmes dans le secteur des soins de santé et l'amélioration des fonctions judiciaires et administratives.

● Timor-Est

Au Timor-Est, qui a obtenu son indépendance en 2002, la transition de la reconstruction vers le développement est en cours. Malgré un RNB par habitant de 3 120 USD en 2014 et une croissance économique stable, le fait est que la majorité des revenus nationaux dépendent du pétrole et du gaz naturel. Parmi les problèmes les plus urgents figurent la diversification de l'industrie et la création d'opportunités d'emploi afin de réduire la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles. Pour ce



Un conseiller en approvisionnement en eau répare une canalisation détériorée à Dili, au Timor-Est.

faire, il est fondamental de développer les ressources humaines.

La JICA a mis au point trois programmes de coopération portant sur : (1) l'établissement des bases nécessaires à la promotion des activités économiques, (2) l'agriculture et le développement rural, et (3) le renforcement des capacités du gouvernement et du secteur public. Concrètement, les activités comprennent le développement des infrastructures de transport, telles que les routes ; le développement des ressources humaines dans le domaine de l'ingénierie ; la coopération technique et les recommandations politiques pour promouvoir l'agriculture ; et la coopération technique pour le développement des capacités du gouvernement à élaborer et à mettre en œuvre des plans de développement.

● Malaisie

Le gouvernement malaisien redouble d'efforts pour rejoindre les rangs des pays développés et atteindre un RNB par habitant de 15 000 USD ou plus d'ici 2020. La Malaisie a atteint une croissance économique stable de 5,9 % en 2014. Cependant, plusieurs problèmes doivent être résolus afin de réaliser cet objectif ; parvenir à une économie à forte valeur ajoutée ; harmoniser le développement et la protection environnementale ; et protéger les personnes socialement vulnérables.

Dans ce contexte, la coopération de la JICA en Malaisie se concentre sur les trois domaines prioritaires suivants : (1) soutenir un développement équilibré en vue de l'accession de la Malaisie au rang de pays à haut revenu et contribuer à des relations mutuellement bénéfiques entre la Malaisie et le Japon ; (2) résoudre les problèmes communs à la région de l'Asie du Sud-Est ; et (3) mettre en œuvre le partenariat de développement Japon-Malaisie au-delà de la région de l'Asie du Sud-Est.

La JICA mène des projets dans les domaines suivants : le développement de ressources humaines disposant de hautes compétences technologiques pour l'industrie, l'enseignement supérieur pour l'utilisation des hautes technologies scientifiques, le développement des infrastructures, la protection des personnes socialement vulnérables, notamment les personnes handicapées, et la coopération pour la protection de l'environnement, notamment pour les mesures de lutte contre le changement climatique. La JICA aide également la Malaisie à mettre en œuvre une coopération Sud-Sud pour les pays de l'ANASE, les pays d'Afrique et les pays islamiques, et elle soutient ces pays en utilisant l'expérience de développement de la Malaisie.

● Singapour

Depuis l'exercice 2014, suite à la signature du programme de partenariat Japon-Singapour en 1993, Singapour et la JICA en tant que partenaires de coopération organisent 10 à 15 sessions de formation par an dans divers domaines, en particulier pour les autres États membres de l'ANASE. Parallèlement aux formations offertes en vue de l'entrée en vigueur de la communauté économique de l'ANASE en 2015, portant notamment sur les droits de propriété intellectuelle, les opérations douanières, la gestion de la sécurité maritime, le contrôle aux frontières et d'autres domaines liés au renforcement de la connectivité de l'ANASE, et aux formations destinées aux nouveaux pays membres de l'ANASE (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam) en vue de réduire les écarts de développement au sein de la région de l'ANASE, Singapour et la JICA organisent des formations pour les pays africains, les petits États insulaires, le Timor-Est et l'Autorité palestinienne. À la fin de l'exercice 2014, 350 sessions de cours avaient été organisées pour 6 100 participants issus de 95 pays.